



**PRÉFET  
DU GARD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
d'Occitanie**

Nîmes, le **24 SEP. 2024**

Unité Inter Départementale Gard-Lozère  
Subdivision carrières  
89 rue Weber  
30 907 NÎMES cedex 2  
Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

**Arrêté Préfectoral complémentaire N° 2024-048-DREAL**

réactualisant les prescriptions techniques que doit respecter la  
société **CMSE** pour l'exploitation de sa carrière située sur la  
commune de Aigues-Vives relatif aux dispositions applicables en  
cas de période de sécheresse.

Le préfet du Gard  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment son titre I du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** les articles L. 211-3 et R. 211-66 du Code de l'environnement relatif aux mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau ;
- Vu** le décret du Président de la République en conseil des ministres du 13 juillet 2023 portant nomination de monsieur Jérôme BONET en qualité de préfet du Gard ;
- Vu** le décret du 24 avril 2024 nommant M. Yann GÉRARD, secrétaire général de la préfecture du Gard, sous-préfet de Nîmes ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté n° 30-2024-05-06-00001 du 6 mai 2024 donnant délégation de signature à M. Yann GÉRARD, secrétaire général de la préfecture du Gard, sous-préfet de Nîmes ;
- Vu** l'arrêté cadre départemental n° 30-2023-05-24-00001 du 24 mai 2023 définissant le cadre de mise en œuvre des mesures de limitation des usages de la ressource en eau en période de sécheresse dans le Gard ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 05-132 N du 7 juillet 2005 autorisant les établissements Lazard SAS à exploiter une carrière de sables et graviers (renouvellement anticipé et extension), une installation de traitement de matériaux de carrière (modification) et une installation de transit de

produits minéraux solides sur le territoire de la commune d'Aigues-Vives aux lieux dits « Bas Mas Rouge », « Grange Paul Gros » et « Le Clapas » ;

- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 09-137N du 30 novembre 2009 concernant les horaires de fonctionnement de la carrière sur le territoire de la commune d'Aigues-Vives aux lieux dits « Bas Mas Rouge », « Grange Paul Gros » et « Le Clapas ». Exploitant SAS Etablissement Lazard
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 11-086N du 3 octobre 2011 concernant des remblayages à l'aide de matériaux inertes relatifs à la carrière sur le territoire de la commune d'Aigues-Vives aux lieux dits « Bas Mas Rouge », « Grange Paul Gros » et « Le Clapas ». Exploitant : SAS Etablissement Lazard ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 11-087N du 3 octobre 2011 concernant les garanties financières pour la remise en état relatif à la carrière sur le territoire de la commune d'Aigues-Vives aux lieux dits « Bas Mas Rouge », « Grange Paul Gros » et « Le Clapas ». Exploitant SAS Etablissements Lazard ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 18-073N du 22 juin 2018 concernant l'extension du périmètre d'autorisation et d'exploitation de la carrière de sable et graviers exploitée par la société Lazard sur le territoire de la commune d'Aigues-Vives aux lieux dits « Bas Mas Rouge », « Grange Paul Gros » et « Le Clapas » ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°20-016N du 30 juin 2020 autorisant les établissements Lazard à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires (renouvellement et extension), une installation de matériaux ainsi qu'une station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes sur la commune d'Aigues-vives aux lieux-dits « Bas mas rouge », « le Clapas » et « Grange de Paul Gros » ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2022-014-DREAL du 8 avril 2022 concernant le changement d'exploitant d'une carrière de matériaux alluvionnaires exploitée sur la commune d'Aigues-Vives aux lieux dits « Bas Mas Rouge », « Grange Paul Gros » et « Le Clapas » Nouvel exploitant : SAS CMSE ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2022-043 Dreal du 6 septembre 2022 prescrivant la réalisation d'une étude hydrogéologique visant à préciser la nature des eaux prélevées pour l'utilisation de l'eau sur la carrière exploitée par la société CMSE située aux lieux dits « Bas Mas Rouge », « Grange Paul Gros » et « Le Clapas » sur la commune d'Aigues-Vives ;
- Vu** le rapport hydrogéologique du bureau d'étude BERGASUD n° 30/004|22178 du 8 mars 2023 relatif à l'analyse du contexte hydrogéologique et étude des impacts potentiels sur les eaux souterraines des prélèvements réalisés dans le bassin dédié et des rejets des effluents collectés après lavage des matériaux ;
- Vu** le courriel de l'exploitant du 29/04/2024 fournissant les volumes d'eau prélevés en 2023 desquels ont été soustraits les volumes d'eau rejetés dans la même masse d'eau ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté le 01/08/2024 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;
- Vu** l'absence d'observations de l'exploitant ;

**Considérant** que la société CMSE exploite une carrière de matériaux alluvionnaires classée ICPE soumise à autorisation sur le territoire de la commune d'Aigues-vives ;

**Considérant** que la société CMSE est autorisée à prélever annuellement plus de 10 000 m<sup>3</sup> d'eau dans le milieu naturel;

**Considérant** que les prélèvements et les rejets d'eau sont réalisés dans la même masse d'eau ;

**Considérant** que les prélèvements d'eau pour l'activité de la carrière sont réalisés au sein de la zone d'alerte 10 « Vistrenque et Vistre » ;

**Considérant** que la sobriété hydrique est un enjeu majeur pour la gestion durable de la ressource en eau ;

**Considérant** que la société CMSE a initié le 6 mai 2024 une démarche de sobriété dans le domaine de la consommation de l'eau ;

**Considérant** que la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement rend nécessaire d'ajuster les prescriptions actuellement applicables à cette installation au moyen de prescriptions complémentaires ;

**Considérant** que l'article 5 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 prévoit que l'autorité administrative peut adapter les dispositions au présent arrêté aux circonstances locales ;

**Considérant** que l'arrêté cadre départemental n°30-2023-5-24-00001 du 24 mai 2023 définissant le cadre de mise en œuvre des mesures de limitation des usages de la ressource en eau en période de sécheresse dans le Gard définit les niveaux d'alerte, les secteurs hydrographiques et les mesures de limitation, restriction ou suspension des usages de l'eau en cas de crise sécheresse afin de permettre un accès à l'eau équitable entre usagers ;

**Considérant** que l'article 13 de l'arrêté cadre départemental sécheresse du n° 30-2023-05-24-00001 du 24 mai 2023 prévoit l'adaptation des mesures à certains usages en période de crise et le respect des dispositions prévues en cas de sécheresse et définies dans les arrêtés individuels complémentaires ;

**Considérant** qu'il est nécessaire d'adapter les dispositions en période de sécheresse pour la société CMSE afin de préserver la ressource en eau et assurer la résilience de l'activité de la carrière ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture du Gard;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 – Prélèvements d'eau autorisés

La société CMSE dont le siège social est situé 855 rue René Descartes 13100 AIX-EN-PROVENCE exploitant de la carrière de matériaux alluvionnaires située sur le territoire de la commune d'Aiguesvives est tenue de respecter les dispositions ci-après.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les prélèvements d'eau. A cette fin, il doit mettre en œuvre des actions immédiates d'économies d'eau.

Les installations de prélèvement ou d'adduction d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.

Lorsque le niveau de gestion sécheresse d'alerte est déclenché sur la zone d'alerte où est situé l'établissement, ce dispositif est relevé mensuellement et à une fréquence liée au niveau de gestion de la sécheresse. Les valeurs de débit sont portées sur un registre informatisé, tenu à disposition des services d'inspection des installations classées et de la police de l'eau.

La zone d'alerte associée aux prélèvements réalisés par l'établissement est la suivante :  
**Vistrenque Vistre (10).**

Les prélèvements d'eau sont autorisés dans les quantités suivantes :

| Ressource(s)<br>utilisée(s)<br>(réseau AEP,<br>réseau<br>d'irrigation, cours<br>d'eau et nappe | Nom de la<br>masse<br>d'eau | Code<br>SDAGE<br>masse<br>d'eau | Prélèvement<br>annuel (m³) | Débit de prélèvement maximal journalier (m³/jour) |
|--|-----------------------------|---------------------------------|----------------------------|---|
|  |                             |                                 |                            | Niveau de gestion sécheresse                      |

| d'accompagnement, eau souterraine)   |   |          |   | En fonctionnement normal et en seuil Vigilance   | Alerte   | Alerte Renforcée   | Crise   |
|--|---|----------|---|--|--|--|---|
| Lac réaménagé pour les eaux de lavage<br>Forage pour l'arrosage des pistes | Alluvions anciennes de la Vistrenque et des Costières | FRDG 101 | <u>Lac réaménagé</u> : 40 000 m <sup>3</sup> annuel<br><br><u>Forage</u> : 575m <sup>3</sup> annuel | <u>Lac réaménagé</u> : pompage limité à 160 m <sup>3</sup> /j, pendant 20 jours maxi<br><br><u>Forage</u> : Pompage limité à 3 m <sup>3</sup> /j, pendant 20 jours | <u>Lac réaménagé</u> : pompage limité à 160 m <sup>3</sup> /j, pendant 19 jours maxi<br><br><u>Forage</u> : pompage limité à 3 m <sup>3</sup> /j, pendant 20 jours | <u>Lac réaménagé</u> : pompage limité à 150 m <sup>3</sup> /j, pendant 13 jours maxi<br><br><u>Forage</u> : pompage limité à 2 m <sup>3</sup> /j, pendant 19 jours | <u>Lac réaménagé</u> : pompage limité à 140 m <sup>3</sup> /j pendant 10 jours maxi<br><br><u>Forage</u> : pompage limité à 2 m <sup>3</sup> /j, pendant 13 jours |

## Article 2 – Plan d'action en situation de sécheresse

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures d'économie décrites dans le tableau ci-dessous lorsque les niveaux de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sont déclenchées par le Préfet dans la zone d'alerte où sont localisés les prélèvements de l'établissement.

Ces mesures se substituent à celles de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse.

L'information sur les zones d'alerte (sous-bassin hydrographique ou secteur de masse d'eau souterraine) et les niveaux de gestion sécheresse, sont disponibles sur le site internet de la préfecture et sur le site VigiEau <https://vigieau.gouv.fr/>.

L'exploitant anticipe et programme les opérations les plus consommatrices d'eaux afin de les réaliser, lorsque cela est possible, en dehors des périodes identifiées comme sensibles au regard de la ressource en eau disponible. En particulier, les opérations de nettoyage ou de remplissage d'équipements prévisibles sont réalisées en amont de la période estivale.

Le dispositif reste activé jusqu'à l'information officielle de fin de situation de sécheresse. Les besoins en eau pour l'abattage des poussières n'est pas concerné par les mesures de sécheresse ainsi que le prévoit l'arrêté-cadre en vigueur

Le dispositif reste activé jusqu'à l'information officielle de fin de situation de sécheresse.

Les mesures d'urgence sont les suivantes :

| Niveau de gestion sécheresse | Mesures générales cumulatives de niveau en niveau non spécifiques ICPE à décliner/préciser pour l'établissement | Mesures spécifiques ICPE (process...) |
|------------------------------|---|---------------------------------------|
|------------------------------|---|---------------------------------------|



|                                |  |   |
|--------------------------------|--|---|
| <b><u>Vigilance</u></b>        | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Rappel des mesures d'économie d'eau élémentaires au personnel de l'installation</li> <li>• Affichage de panneaux de sensibilisation à chaque point d'utilisation d'eau</li> <li>• Limitations volontaires des usages de l'eau</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• information du personnel (y compris sous-traitants et entreprises extérieures) de la publication de l'AP instaurant des mesures de limitation provisoire des usages de l'eau dans le Gard. Affichage de cet AP instaurant la vigilance aux postes de commande de pilotage des installations des traitements des matériaux et dans le bureau du chef de carrière assurant l'accueil de tout salarié.</li> <li>• Renforcement de la vérification de l'intégrité des installations de pompage et du réseau de caniveaux (rondes journalières)</li> <li>• respect des seuils de limitation de la consommation d'eau définis à l'article précédent</li> </ul> |
| <b><u>Alerte</u></b>           | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Arrosage des pelouses et espaces verts, interdit de 8 h à 20 h</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mêmes mesures qu'au niveau d'alerte précédent ainsi que :</li> <li>• mise en place de priorisation des tâches nécessitant des besoins en eau important</li> <li>• Augmentation de la fréquence des opérations de curage des bassins</li> <li>• mise en place d'un enregistrement journalier des consommations d'eau et du volume des effluents rejetés tenu à la disposition de l'inspection</li> </ul>  |
| <b><u>Alerte renforcée</u></b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Opérations de nettoyage (véhicules, engins voiries...) limitées aux nettoyages permettant de garantir la sécurité et la salubrité publique</li> <li>• Alimentation des points d'utilisation d'eau d'agréments interdits excepté en circuit fermé</li> <li>• Mise à disposition des inspecteurs du registre de prélèvements périodiques</li> <li>• Report des opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées (opérations de nettoyage à grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mêmes mesures qu'au niveau d'alerte précédent ainsi que :</li> <li>• Limitation de l'usage de l'eau aux seuls besoins d'arrosage pour limiter les envols de poussière</li> <li>• mise en place d'un enregistrement journalier des consommations d'eau et du volume des effluents rejetés tenu à la disposition de l'inspection</li> <li>• Augmentation de la fréquence des opérations de curage des bassins</li> <li>• surveillance journalière de l'autosurveillance des effluents rejetés dans le milieu naturel</li> </ul>  |
| <b><u>Crise</u></b>            | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Arrosage des pelouses et espaces verts totalement interdit</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mêmes mesures qu'au niveau d'alerte précédent ainsi que :</li> <li>• suppression du pompage de l'eau dans le lac 1</li> <li>• surveillance journalière de l'autosurveillance des effluents rejetés dans le milieu naturel</li> <li>• En cas d'atteinte ou de dépassement des valeurs limite de rejet, réduction de fonctionnement puis arrêt de la station de lavage des matériaux.</li> <li>• Le cas échéant, application des directives préfectorales pouvant aller jusqu'à l'arrêt de l'installation de lavage de matériaux et d'extraction dans la carrière.</li> </ul>  |

### Article 3 - Document spécifique sécheresse à mettre en place dès le seuil d'alerte

Lors de chaque atteinte du niveau de gestion sécheresse en « alerte », déclenché par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés les prélèvements, l'exploitant met en place un document

spécifique sécheresse maintenu en permanence à jour et à disposition de l'inspection, présentant les actions de réduction menées et les gains obtenus.

Lors du franchissement du seuil d'alerte renforcée, l'exploitant transmet à l'inspection, dans un délai maximal de dix jours, hors période estivale d'arrêt pour travaux, un document spécifique « sécheresse » comportant :

- les éléments justificatifs des actions de réductions menées depuis le déclenchement du seuil « alerte » et des gains de réduction obtenus ;
- les volumes hebdomadaires d'eau prélevés en précisant et différenciant les différentes sources de prélèvement (réseau eau potable, milieux eau superficielles, milieu eaux souterraines, autres...)
- les prévisions de volumes prélevés sur les trente jours suivants et les actions d'économie d'eau en cours ou prévues ;
- le cas échéant, les difficultés prévisibles si la période de restriction perdure.

Ce document est ensuite mis à jour et transmis à l'inspection des installations classées hebdomadairement.

#### **Article 4 - Bilan**

À l'issue de chaque période estivale et lorsqu'un niveau de gestion sécheresse (vigilance, alerte, alerte renforcée ou crise) a été déclenché par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés ses prélèvements, l'exploitant établit un bilan environnemental des actions conduites comportant :

- l'évaluation a posteriori de son plan de réduction ;
- un volet quantitatif des prélèvements et rejets évités ;
- les coûts afférents ;
- et les actions préventives et/ou correctives éventuelles à apporter au plan d'action sécheresse de l'établissement.

Ce bilan environnemental est adressé à l'inspection des installations classées un mois après la fin des restrictions de prélèvement en eau.

#### **Article 5 – Sanctions administratives**

Dans le cas où les obligations prévues par le présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans les délais impartis et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

#### **Article 6 – Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement par voie postale ou par l'application « Télérecours Citoyens » accessible à partir du site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de la notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

#### **Article 7 – Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département du Gard, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet gouvernemental Géorisques – rubrique Installations classées pour la protection de l'environnement, à l'adresse :  
<https://www.georisques.gouv.fr/dossiers/installations>.

### **Article 8 – Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Gard, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la DREAL Occitanie, le directeur de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Gard et le maire d'Aigues-vives sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société.

Fait à Nîmes,  
Le Préfet

Pour le préfet,  
le secrétaire général

Yann GÉRARD

